



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.129/4
du 12 novembre 2020

advies 68.129/4
van 12 november 2020

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l’accès
au territoire, le séjour,
l’établissement et
l’éloignement des étrangers en
ce qui concerne l’évaluation,
les mesures d’ordre et les
mesures disciplinaires à l’égard
des titulaires de fonctions au
Conseil du contentieux des
étrangers’

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen met betrekking
tot de evaluatie,
ordemaatregelen en
tuchtmaatregelen ten aanzien
van ambtsdragers bij de Raad
voor
Vreemdelingenbetwistingen’

Le 5 octobre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne l'évaluation, les mesures d'ordre et les mesures disciplinaires à l'égard des titulaires de fonctions au Conseil du contentieux des étrangers', déposée par M. Christoph D'HAESE et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1401/001).

La proposition a été examinée par la quatrième chambre le 12 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 novembre 2020.

*

Op 5 oktober 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met betrekking tot de evaluatie, ordemaatregelen en tuchtmaatregelen ten aanzien van ambtsdragers bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen', ingediend door de heer Christoph D'HAESE c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-1401/001).

Het voorstel is door de vierde kamer onderzocht op 12 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 november 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

Article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose que la loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Or, les lois relatives aux juridictions administratives fédérales, telles le Conseil du contentieux des étrangers, sont visées par l'article 78, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la Constitution.

L'article 1^{er} sera revu en ce sens.

Article 2

Il y a lieu de remplacer le mot « licenciés » par les mots « démis d'office » et le mot « révoqués » par le mot « destitués ».

Il conviendra de revoir l'ensemble de la proposition quant à l'utilisation des mots « licenciement » et « licenciés ».

Article 3

L'article 39/25, § 3, alinéa 2, proposé, prévoit qu'en cas de non renouvellement du mandat de greffier en chef, l'intéressé est nommé en tant que greffier, le cas échéant en surnombre, « sans que l'article 39/25 s'applique ».

Ce faisant, la disposition à l'examen entend déroger aux conditions de nomination à la fonction de greffier prévues à l'article 39/20 de la loi du 15 décembre 1980.

Il sera par conséquent fait référence à cette disposition et non à l'article 39/25.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Article 12

Dans la version française de l'article 39/32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, il sera précisé que le recours contre l'évaluation définitive peut être introduit « auprès d'une commission d'évaluation ».

Article 15

Selon le paragraphe 6 proposé,

« La destitution et la révocation entraînent [...] l'interdiction d'exercer une fonction au Conseil du contentieux des étrangers ».

Selon le commentaire de la disposition :

« Parallèlement, [la] mesure disciplinaire [de la destitution ou révocation] implique que l'intéressé ne pourra plus se porter ultérieurement candidat à une fonction au sein d'une juridiction administrative ».

Cette discordance sera levée.

Article 18

L'article 39/53-4, § 1^{er}, proposé institue le Collège disciplinaire en précisant qu'il s'agit d'une « juridiction *ad hoc* ». L'analyse du dispositif mis en place et des commentaires dont il fait l'objet dans les développements montre cependant que ce n'est pas tant la juridiction elle-même qui serait *ad hoc* – pareille figure serait au demeurant contraire à l'article 146 de la Constitution¹ –, mais bien sa composition pour connaître de chaque affaire déterminée portée devant elle. Cette composition serait, pour ce qui concerne le membre du Conseil d'État appelé à en faire partie, non pas permanente et déterminée par avance de manière générale et abstraite, mais bien fixée au cas par cas, et serait donc variable d'affaire en affaire. En effet, alors que les deux membres du Conseil du contentieux des étrangers appelés à siéger au sein du Collège dans tel ou tel litige seraient ceux qui, au moment de l'introduction de celui-ci conformément à l'article 39/53, § 2, alinéas 4 et 5, proposé, présenteraient le plus d'ancienneté au sein du Conseil précité, le membre du Conseil d'État siégeant au sein du Collège serait celui que désigne le Premier président de ce Conseil, au moment où il est saisi conformément à l'article 39/53-4, § 2, alinéa 4, proposé.

À supposer que le système ainsi décrit soit celui que les auteurs de la proposition ont en vue, il appelle les observations suivantes.

¹ Avis n°62.411/AG donné le 2 mars 2018 sur un avant-projet de loi 'instaurant la *Brussels International Business Court*', pt. 13 : « [L'article 146 de la Constitution] 'empêche l'instauration de juridictions *ad hoc* pour des individus ou des situations particulières' [...] ».

Dans ses avis n° 53.000/AG/3, donné le 22 avril 2013², et n° 62.411/2/AG, donné le 2 mars 2018³, la section de législation a souligné la tension qui peut survenir entre, d'une part, les exigences d'indépendance et d'impartialité des juridictions, telles qu'elles découlent notamment de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme⁴, et, d'autre part, la fixation au cas par cas du siège appelé à juger des litiges qui lui sont soumis⁵ ou, à tout le moins, la possibilité de déroger au cas par cas aux règles générales de répartition des affaires entre les différentes formations de jugement que compte la juridiction concernée⁶. S'agissant de ce dernier cas de figure, l'avis n° 53.000/AG/3 concluait que

« le Conseil d'État est d'avis qu'il est recommandé de définir, d'une manière aussi objective que possible dans la loi, les critères sur la base desquels les présidents sont autorisés à déroger au règlement particulier relatif à la répartition des affaires [...]. Ces critères objectifs peuvent par exemple tenir à la charge de travail respective des chambres de la juridiction concernée, à l'indisponibilité d'un ou plusieurs magistrats normalement appelés à y siéger, à l'expertise particulière que présenteraient certains d'entre eux pour le traitement d'une ou plusieurs affaires hautement techniques, ou encore, au degré d'avancement de l'instruction ou de la mise en état de l'affaire ou des affaires dont il serait envisagé de modifier l'attribution, en dérogation au règlement précité. Il appartient aux auteurs du projet d'apprécier les diverses circonstances qui peuvent être considérées comme des 'nécessités du service' et de les définir dans la mesure du possible. Dès lors que, d'une part, il ne sera probablement pas possible d'énumérer les 'nécessités du service' d'une manière exhaustive dans la loi, mais que, d'autre part, il importe toutefois de ne prendre en considération que des critères objectifs et de tendre ainsi vers un maximum de transparence, on peut inscrire dans la liste des critères 'ou d'autres critères objectifs qui leur sont comparables' ».

Dans l'avis n° 62.411/2/AG, cette fois en lien avec la problématique de la fixation *ad hoc* de la composition du siège de la *Brussels International Business Court*, la section de législation avait estimé que les critères présidant à cette sélection devaient être transparents, de manière à réduire le pouvoir discrétionnaire de l'autorité appelée à les mettre en œuvre, et fixés dans la loi elle-même.

Eu égard aux difficultés ainsi mises en évidence, il s'indique que le texte législatif soit revu pour prévoir la désignation préalable et permanente et non *ad hoc*, du membre du Conseil d'État qui sera appelé à siéger au sein du Collège disciplinaire.

² Avis n°53.000/AG/3 donné le 22 avril 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 1^{er} décembre 2013 'portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n°53-2858/1, pp. 101-102, pts. 6.2 et suivants, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53000.pdf>.

³ Avis n°62.411/AG donné le 2 mars 2018 sur un avant-projet de loi 'instaurant la *Brussels International Business Court*' (pts. 43 et 44), *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3072/1, pp. 94 à 148, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62411.pdf>.

⁴ Il est en effet rappelé que, puisque l'ordre juridique belge fait le choix de « juridictionnaliser » sans réserve le contentieux disciplinaire de la magistrature, l'article 6 trouve à s'y appliquer sans plus ample démonstration. Voir en effet Cour eur. D.H. (GC), arrêt *Baka c. Hongrie*, 23 juin 2016, §§ 103 et 104.

⁵ Telle était la difficulté soulevée dans l'avis n°62.411/2/AG.

⁶ Telle était la difficulté soulevée dans l'avis n°53.000/AG/3.

Articles 19 et 20

Les arrêts que le Collège disciplinaire est appelé à rendre ne font apparemment pas l'objet d'autres mesures de publicité que celles qui sont visées à l'article 39/53-5, § 4, proposé et à l'article 39/53-6, § 4, proposé, à savoir une notification aux personnes limitativement énumérées par ces dispositions. Il est cependant rappelé que ces arrêts sont soumis à l'exigence de publicité que prévoit, sans restriction possible, l'article 6, § 1^{er}, de la Convention européenne des droits de l'Homme⁷. Le dispositif sera complété pour satisfaire à ce que requiert l'article 6, § 1^{er}.

Article 20

Selon l'article 39/53-6, § 4, alinéa 2, proposé, l'arrêt du collège disciplinaire statuant sur un recours contre une mesure d'ordre prise à l'encontre d'un titulaire de fonction et dont ce dernier prétend qu'elle constitue une mesure disciplinaire déguisée, « n'est susceptible d'aucun recours ».

Une telle exclusion, alors que les décisions des juridictions administratives peuvent, lorsqu'un recours de pleine juridiction n'est pas aménagé, faire l'objet d'un recours en cassation administrative sur la base de l'article 14, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, ne paraît pas, de prime abord, admissible.

Sauf à pouvoir dument justifier cette absence de recours au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, l'article 39/53-6, § 4, alinéa 2, proposé, sera omis.

Article 21

1. À l'article 39/53-7, § 1^{er}, proposé, il sera fait mention de « l'article 16, alinéa 1^{er}, 8°, des lois sur le Conseil d'État [...] ».

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, proposé, dans la version française, l'expression « partie défenderesse » sera remplacée par celle de « partie adverse ».

Article 23

L'article 39/53-9, § 1^{er}, alinéa 3, proposé, prévoit que la suspension par mesure d'ordre peut entraîner une retenue de 20 % du traitement brut.

⁷ Voir la note de bas de page n° 4 ci-avant.

À cet égard, le commentaire de l'article 15 de la proposition précise que la retenue de traitement en cas de suspension disciplinaire s'entend après la retenue de la prime de garde, dès lors que dans de telles circonstances, l'intéressé ne participe plus au service de garde.

Une telle précision vaut également pour la disposition à l'examen.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

Artikel 1

Artikel 1 bepaalt dat de wet een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Het is echter artikel 78, § 1, eerste lid, 4°, van de Grondwet dat betrekking heeft op de wetten betreffende de federale administratieve rechtscolleges, zoals de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Artikel 1 moet in die zin worden herzien.

Artikel 2

De woorden “van ambtswege” moeten worden ingevoegd voor de woorden “worden ontslagen”.

Het gebruik van de woorden “ontslag” en “ontslagen” dient in heel het voorstel te worden herzien.

Artikel 3

Het voorgestelde artikel 39/25, § 3, tweede lid, bepaalt dat bij niet-hernieuwing van het mandaat van hoofdgriffier de betrokkene als griffier wordt benoemd, in voorkomend geval in overtal, “zonder dat artikel 39/25 van toepassing is”.

Aldus strekt de voorliggende bepaling ertoe af te wijken van de voorwaarden voor benoeming tot het ambt van griffier die in artikel 39/20 van de wet van 15 december 1980 vervat zijn.

Bijgevolg moet naar die bepaling worden verwezen in plaats van naar artikel 39/25.

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Artikel 12

In de Franse tekst van het voorgestelde artikel 39/32, § 1, eerste lid, moet nader worden bepaald dat het beroep tegen de definitieve evaluatie kan worden ingesteld “auprès d’une commission d’évaluation”.

Artikel 15

Volgens de voorgestelde paragraaf 6

“[hebben d]e ontzetting uit het ambt en de afzetting (...) het verbod op de uitoefening van een ambt bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen tot gevolg”.

Volgens de toelichting bij de bepaling

“houdt [de] tuchtmaatregel [van de ontzetting uit het ambt of de afzetting] [daarnaast] ook in dat de betrokkene zich in de toekomst niet meer kandidaat kan stellen voor het opnemen van een ambt binnen een administratief rechtscollege”.

Dat gebrek aan overeenstemming moet verholpen worden.

Artikel 18

Bij het voorgestelde artikel 39/53-4, § 1, wordt het tuchtcollege ingesteld, met de precisering dat het om een “*ad hoc* rechtscollege” gaat. De analyse van de ingevoerde regeling en van de commentaren daarop in de toelichting, toont evenwel aan dat niet zozeer het rechtscollege zelf *ad hoc* zou zijn – een dergelijke rechtsfiguur zou overigens strijdig zijn met artikel 146 van de Grondwet –,¹ als wel de samenstelling ervan, met het oog op de kennisneming van elke welbepaalde zaak waarover het college wordt geadieerd. Die samenstelling zou, wat het lid van de Raad van State betreft dat daarvan deel moet uitmaken, niet permanent zijn en niet vooraf algemeen en *in abstracto* worden bepaald, maar wel geval per geval worden vastgesteld en dus van zaak tot zaak variëren. Terwijl de twee leden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen die bij een bepaald geschil zitting moeten hebben in het college, binnen de voornoemde Raad de hoogste anciënniteit zouden hebben op het ogenblik waarop het geding overeenkomstig het voorgestelde artikel 39/53-4, § 2, vierde en vijfde lid, wordt ingeleid, zou het lid van de Raad van State dat in het college zitting heeft, door de eerste voorzitter van die Raad worden aangewezen op het ogenblik waarop overeenkomstig het voorgestelde artikel 39/53-4, § 2, vierde lid, een zaak bij het college aanhangig wordt gemaakt.

Gesteld dat de aldus beschreven regeling de regeling is die de indieners van het voorstel voor ogen hebben, geeft ze aanleiding tot de volgende opmerkingen.

¹ Advies°62.411/AV, op 2 maart 2018 gegeven over een voorontwerp van wet ‘houdende oprichting van het Brussels International Business Court’, punt 13: “[Artikel 146 van de Grondwet] ‘verhindert de instelling van *ad hoc*-rechtscolleges voor individuele personen of situaties’ (...).”

De afdeling Wetgeving heeft in de adviezen 53.000/AV/3 van 22 april 2013² en 62.411/2/AV van 2 maart 2018³ gewezen op het conflict dat zich kan voordoen tussen enerzijds de vereisten van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de rechtscolleges zoals voortvloeiend uit inzonderheid artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens,⁴ en anderzijds het feit dat het rechtscollege dat moet oordelen over de voorgelegde geschillen, geval per geval wordt vastgesteld⁵ of op zijn minst de mogelijkheid om geval per geval af te wijken van de algemene regels inzake de verdeling van de zaken tussen de verschillende rechtsprekende instanties van het betrokken rechtscollege.⁶ Wat dat laatste geval betreft, is in advies 53.000/AV/3 geconcludeerd dat

“de Raad van State het raadzaam [acht] om de gronden op basis waarvan de voorzitters gemachtigd zijn om van het bijzonder reglement inzake de verdeling van de zaken af te wijken, op een zo objectief mogelijk wijze in de wet te omschrijven. (...) Die objectieve gronden kunnen bijvoorbeeld rechtmatig verband houden met de respectieve werklast van de kamers van het betreffende rechtscollege, de onbeschikbaarheid van één of meer magistraten die daarin normalerwijze zitting hebben, de bijzondere deskundigheid van sommigen van hen om één of meer zeer technische zaken te behandelen, of nog de mate waarin het onderzoek van een zaak of van zaken die men, in afwijking van het voornoemde reglement, aan iemand anders wil toewijzen, gevorderd is en deze zaak of zaken klaar is of zijn voor behandeling. Het komt de stellers van het ontwerp toe de verschillende omstandigheden die als ‘behoeften van de dienst’ kunnen worden beschouwd, in te schatten en deze in de mate van het mogelijke te omschrijven. Omdat het enerzijds wellicht niet mogelijk zal zijn de ‘behoeften van de dienst’ exhaustief in de wet weer te geven, maar het anderzijds toch belangrijk blijft dat alleen objectieve gronden in aanmerking worden genomen en daarbij zo veel mogelijk transparantie wordt betracht, kan in de lijst van gronden worden opgenomen ‘of andere daarmee vergelijkbare objectieve gronden’.”

In advies 62.411/2/AV heeft de afdeling Wetgeving, ditmaal met betrekking tot de problematiek van het *ad hoc* bepalen van de samenstelling van de zetel van het *Brussels International Business Court*, geoordeeld dat de aan die selectie ten grondslag liggende criteria transparant moesten zijn zodat de discretionaire bevoegdheid van de overheid die ze moet toepassen, wordt ingeperkt, en dat die criteria in de wet zelf moesten worden vastgesteld.

² Advies 53.000/AV/3, op 22 april 2013 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 1 december 2013 ‘tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde’, *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 53-2858/001, 101-102, punten 6.2 en volgende, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53000.pdf>.

³ Advies 62.411/AV, op 2 maart 2018 gegeven over een voorontwerp van wet ‘houdende oprichting van het *Brussels International Business Court*’ (punten 43 en 44), *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3072/001, 94-148, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62411.pdf>.

⁴ Er wordt immers aan herinnerd dat, aangezien de Belgische rechtsorde ervoor opteert om het jurisdictionele aspect van geschillen in tuchtzaken van de magistratuur *in extenso* te regelen, artikel 6 daarop zonder verdere bewijsvoering van toepassing is. Zie immers EHRM (Grote Kamer) 23 juni 2016, *Baka v. Hongarije*, §§ 103 en 104.

⁵ Dat was het in advies 62.411/2/AV opgeworpen probleem.

⁶ Dat was het in advies 53.000/AV/3 opgeworpen probleem.

Gelet op de aldus in het licht gestelde moeilijkheden, verdient het aanbeveling om de wettekst te herzien zodat wordt bepaald dat het lid van de Raad van State dat in het tuchtcollege zitting moet hebben, niet *ad hoc* maar vooraf en op permanente basis wordt aangewezen.

Artikelen 19 en 20

Voor de arresten die het tuchtcollege moet uitspreken, gelden blijkbaar geen andere maatregelen van bekendmaking dan die welke zijn bedoeld in het voorgestelde artikel 39/53-5, § 4, en in het voorgestelde artikel 39/53-6, § 4, namelijk een kennisgeving aan de personen die in die bepalingen limitatief worden opgesomd. Er wordt echter in herinnering gebracht dat die arresten moeten voldoen aan het openbaarheidsvereiste waarin artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zonder enige beperking voorziet.⁷ Het dispositief moet worden aangevuld om te voldoen aan het vereiste van artikel 6, lid 1.

Artikel 20

Het arrest van het tuchtcollege waarbij uitspraak wordt gedaan over een beroep tegen een ordemaatregel die ten aanzien van een ambtsdrager werd genomen en waarvan deze laatste beweert dat het een verholde tuchtmaatregel is, is volgens het voorgestelde artikel 39/53-6, § 4, tweede lid, “niet vatbaar voor beroep”.

Een dergelijke uitsluiting lijkt op het eerste gezicht niet aanvaardbaar, gelet op het feit dat, wanneer geen beroep met volle rechtsmacht is ingesteld, op basis van artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wel een administratief cassatieberoep mogelijk is tegen beslissingen van de administratieve rechtscolleges.

Als de ontstentenis van dat rechtsmiddel niet naar behoren kan worden gerechtvaardigd ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, moet het voorgestelde artikel 39/53-6, § 4, tweede lid, worden weggelaten.

Artikel 21

1. In het voorgestelde artikel 39/53-7, § 1, moet melding gemaakt worden van “artikel 16, eerste lid, 8°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State”.

2. In de Franse tekst van de voorgestelde paragraaf 2, eerste lid, moet de uitdrukking “partie défenderesse” vervangen worden door de uitdrukking “partie adverse”.

⁷ Zie voetnoot 4 hierboven.

Artikel 23

Het voorgestelde artikel 39/53-9, § 1, derde lid, bepaalt dat de schorsing bij ordemaatregel een inhouding van 20 % van de brutowedde kan meebrengen.

In dat verband wordt in de toelichting bij artikel 15 van het voorstel nader bepaald dat de inhouding van de wedde in geval van een tuchtschorsing plaatsvindt na de inhouding van de wachtpremie, aangezien de betrokkene in dergelijke omstandigheden niet meer deelneemt aan de wachtdienst.

Een dergelijke precisering dient eveneens in de voorliggende bepaling te worden opgenomen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET